

le continent. Pourquoi tant de succès pour un pays dont la population ne dépasse guère 10 millions d'habitants? En République tchèque, vous découvrirez ce que d'autres ont déjà trouvé: une productivité élevée, une main-d'œuvre spécialisée, un emplacement idéal au cœur de l'Europe, un programme gouvernemental d'appui à l'investissement qui est bien rodé et attrayant, et enfin, une qualité de vie élevée. Pour les fournisseurs canadiens, cet ensemble de conditions fait de la République tchèque un tremplin idéal pour l'exportation vers les autres pays de la région.



Matériaux de construction et logement – Depuis quatre ans, les techniques et matériaux de construction canadiens sont beaucoup mieux connus sur le marché, de sorte qu'il y a aujourd'hui de nombreux débouchés pour la construction de logements faisant appel au savoir-faire canadien. Chaque année, l'ambassade organise des activités de promotion pour faire connaître ces techniques et matériaux à travers le territoire qu'elle dessert.

CONTACT: jitka.hoskova@dfait-maeci.gc.ca

Environnement – La République tchèque et la Slovaquie vont redoubler d'efforts pour respecter les normes environnementales de l'UE, que ce soit pour le traitement des eaux usées ou des déchets solides. De plus, le marché tchèque offre des débouchés pour le recyclage des voitures, pour le développement de sources d'énergie renouvelable telles que les éoliennes et le méthane, ainsi que pour la conversion au gaz naturel des véhicules publics et privés.

CONTACT: jitka.hoskova@dfait-maeci.gc.ca

Transports – Le secteur de la fabrication du matériel de transport en commun, en particulier les tramways et les trains, a une longue histoire dans cette région. Les fournisseurs canadiens peuvent tirer parti du savoir-faire des entreprises locales en s'associant à elles afin de percer les marchés périphériques. Par ailleurs, quatre grands fabricants d'automobiles sont présents dans les marchés tchèque et slovaque. Les fournisseurs de pièces pourront avantageusement suivre l'exemple de leurs concurrents en s'implantant sur le marché de façon à pouvoir exporter à travers la région avant qu'il ne soit trop tard.

CONTACT: martina.taxova@dfait-maeci.gc.ca



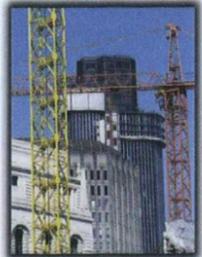
Débouchés régionaux pour les investissements en énergie non polluante. Un bureau régional sur le changement climatique a été ouvert en 2002 à l'ambassade du Canada à Varsovie afin de promouvoir les technologies de l'énergie non polluante (énergie renouvelable et efficacité énergétique) dans divers secteurs (industriel, résidentiel et commercial) d'Europe centrale. Sa tâche consiste à trouver des débouchés pour les technologies canadiennes de réduction des émissions de gaz à effet de serre.

L'Initiative canadienne pour le transfert technologique international (ICTTI) offre des fonds pour appuyer des études de faisabilité relatives aux projets d'énergie non polluante, tandis que le programme TEAM (Mesures d'action précoce en matière de technologie) finance l'organisation de projets de démonstration. On trouvera plus de détails sur ces mécanismes et sur les entreprises canadiennes innovatrices qui font appel aux technologies de l'énergie non polluante sur le site Web www.cleanenergy.gc.ca. Contact à Varsovie: ramona.baksh@dfait-maeci.gc.ca



SLOVAQUIE

D'après l'OCDE, la Slovaquie connaîtra au cours des trois prochaines années sa meilleure performance économique. L'exportateur canadien avisé donnera donc à ce petit pays de 5 millions d'habitants, qu'on a tendance à oublier, toute l'attention qu'il mérite. Partie de loin, la Slovaquie a fait des progrès immenses et très rapides pour rattraper les neuf autres pays qui se joindront bientôt à l'UE. Ces améliorations comprennent une privatisation en profondeur, généralement sans problème, de nombreux avoirs de l'État, la mise en place d'un taux d'impôt fixe de 19% pour les entreprises et les particuliers, ainsi qu'une gamme d'incitatifs à l'investissement, ce qui a eu pour résultat d'assainir le climat général des affaires dans le pays. Les concurrents du Canada s'y implantent au pas de course, juste avant



l'accès à l'UE; il ne reste donc que peu de temps pour rattraper le temps perdu et se lancer à la recherche de nouveaux débouchés.

CONTACT: milan.harustiak@dfait-maeci.gc.ca

Secteurs prioritaires — République tchèque et Slovaquie

Agro-alimentaire – Dans ce secteur plutôt traditionnel, les exportateurs canadiens continuent de remporter de grands succès dans des domaines qui le sont moins : techniques d'inséminations artificielles, aliments pour chiens et chats, ainsi que les légumineuses. Il existe aussi une demande importante pour le poisson et les fruits de mer à prix concurrentiel. Des acheteurs des deux pays sont présents aux grandes foires internationales telles que le SIAL, ANUGA, AGRIBITION, WCFPS.

CONTACT: ilona.boldova@dfait-maeci.gc.ca

CONTACTS

POLOGNE

Mike Ward
Délégué commercial principal
Ambassade du Canada
TÉL. : (011-48-22) 584-3360
FAX : (011-48-22) 584-3195
COURRIEL :
wsaw-td@dfait-maeci.gc.ca
PAGE WEB :
www.dfait-maeci.gc.ca/warsaw

HONGRIE

Michael Danagher
Délégué commercial principal
Ambassade du Canada
TÉL. : (011-36-1) 392-3351
FAX : (011-36-1) 392-3395
COURRIEL :
bpest-td@dfait-maeci.gc.ca
PAGE WEB :
www.canadaeuropa.gc.ca/hungary

REPUBLIQUE TCHÈQUE/SLOVAQUIE

Georges Lemieux
Délégué commercial principal
Ambassade du Canada
TÉL. : (011-420) 272 101 800
FAX : (011-420) 272 101 894
COURRIEL :
prgue@dfait-maeci.gc.ca
PAGE WEB :
www.canada.cz

OTTAWA

Pierre Boucley
Délégué commercial,
Europe centrale
MAECI
TÉL. : (613) 992-1449
FAX : (613) 995-8756
COURRIEL :
pierre.boucley@dfait-maeci.gc.ca
PAGE WEB :
www.canadaeuropa.gc.ca

Le savoir-faire clinique du Canada en vedette à New York

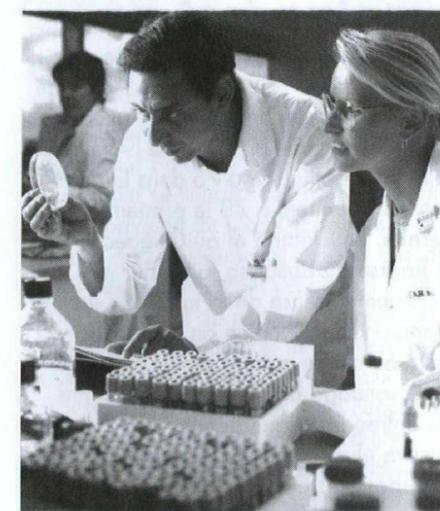
En novembre 2003, le consulat général du Canada à New York, en collaboration avec la New York Biotech Association et le gouvernement de l'Ontario, a été l'hôte d'un séminaire d'une demi-journée sur les essais cliniques. L'activité s'est déroulée à la New York Academy of Sciences, à New York.

Le séminaire avait un double objectif. Premièrement, faire connaître le savoir-faire clinique du Canada, engager un échange sur le cadre réglementaire du Canada ainsi que sur son environnement pour la recherche-développement, et promouvoir le Canada comme un site compétitif sur le plan des coûts et riche en ressources pour la réalisation d'essais cliniques. Deuxièmement, familiariser les entreprises de biotechnologie américaines avec les diverses considérations d'intérêt réglementaire et clinique dont il faut tenir compte pour mener à bien des essais cliniques au Canada et aux États-Unis, et, en bout de ligne, pour obtenir l'approbation de la Food and Drug Administration (FDA) et de Santé Canada.

L'activité a attiré quelque 50 participants, dont 20 représentants d'entreprises de biotechnologie. Elle aura été une excellente occasion pour les représentants d'entreprises canadiennes et américaines de biotechnologie d'échanger sur les défis associés à la conduite d'essais cliniques. Soulignons par ailleurs que la présence de représentants de la FDA et de Santé Canada aux tables rondes a attiré de nombreux participants.

Rehausser l'image du Canada

La consule générale du Canada à New York, Pamela Wallin, a prononcé l'allocution d'ouverture en mettant l'accent sur les relations qui existent depuis longtemps entre le Canada et la région des Trois États (New York, Ohio et Pennsylvanie); elle a également donné des exemples d'entreprises locales qui mènent avec succès des essais cliniques au Canada. De plus, M^{me} Wallin a vanté le leadership du Canada à titre de centre innovateur de recherche-développement. Le séminaire comportait



deux tables rondes : une sur les questions réglementaires, l'autre sur la façon de mener des essais cliniques dans un contexte réglementaire en constante évolution et dans un environnement qui s'internationalise de plus en plus.

Parmi les conférenciers invités figuraient des spécialistes américains et canadiens, notamment : Anne Tomalin, CanReg Inc; Patricia Keagan, FDA; Agnes V. Klein, Santé Canada; Darshan Wariabharaj, OSI Pharmaceuticals; Christian Marsolais, Pfizer Canada; Jonathan Willmer, Prime Trials Inc.; Richard Côté, Cirion BioPharma Research Inc.; Nigel Brown, MDS Pharma Services; Herbert Henney, Pharmos Corp.; Mitch Katz, Acorda Therapeutics; Malcolm Moore, University Health Network; Wendy Porter, Endpoint Research; Blaine Templeman, Mintz Levin Cohn Ferris

Glovsky and Popeo; Marc Berthelet, Agence des douanes et du revenu du Canada.

Le séminaire aura en outre permis de faire valoir le savoir-faire du Canada dans le domaine des essais cliniques. Une présentation sur le crédit d'impôt canadien pour la recherche-développement, une discussion sur les similitudes entre les réglementations des deux pays et la possibilité d'obtenir l'approbation de la FDA pour des essais au Canada sont autant d'avantages qui auront été évoqués pour encourager les participants à envisager le Canada comme endroit intéressant pour tenir des essais cliniques.

Globalement, le séminaire aura fourni des renseignements précieux aux entreprises de biotechnologie participantes, qu'il s'agisse de sociétés aux premiers stades ou à des stades plus avancés d'essais cliniques. Il aura en outre été une occasion rêvée pour le gouvernement du Canada et certaines entreprises de biotechnologie canadiennes d'établir de nouvelles relations et d'acquiescer de la visibilité dans le milieu des sciences de la vie à New York.

Pour plus de renseignements sur les débouchés dans le secteur de la biotechnologie dans la région des Trois États, communiquez avec Tab Borden, consul et délégué commercial (bureau de Princeton), tél. : (609) 333-9940, courriel : commerce@canapple.com, site Web : www.newyork.gc.ca ✪

Avis aux exportateurs :

Nouvelles exigences de déclaration

La Division des processus d'exportation de l'Agence des services frontaliers du Canada est actuellement en train de revoir le Règlement sur la déclaration des marchandises exportées de même que le mémorandum D des douanes (D20-1-1) y afférent. Les nouveaux règlements doivent entrer en vigueur dès le printemps 2004. Les nouvelles exigences de déclaration se répercuteront sur les responsabilités des exportateurs, des transporteurs et des fournisseurs de services.

Pour plus de renseignements sur ces nouveaux règlements et sur la façon dont ces derniers s'appliquent à votre entreprise, consultez le site www.ccradrc.gc.ca/customs/business/exporting/menu-f.html ou communiquez avec tout Bureau régional de service à la clientèle, au 1 800 461-9999. ✪